



COMMUNIQUÉ DE PRESSE
POUR DIFFUSION IMMÉDIATE

Sondage exclusif Léger

Promesses électorales : les familles québécoises attendent mieux des partis politiques

BROSSARD, le 10 septembre 2018 – Un sondage Léger exclusif réalisé pour le Réseau pour un Québec Famille indique que les promesses faites jusqu’ici par les principaux partis sur les enjeux qui concernent les familles obtiennent un taux d’appui élevé dans la population, mais que les Québécois restent majoritairement insatisfaits quant aux positions des partis sur ces mêmes enjeux.

« Les familles sont sans aucun doute le principal public cible des partis politiques dans le cadre de la campagne électorale. Plus d’une cinquantaine de propositions ont été faites qui touchent directement le quotidien des familles, et notre sondage a permis de mesurer la perception des familles à l’égard de 17 de ces propositions parmi les plus médiatisées. S’il faut se réjouir de voir la place qu’occupe la famille dans cette campagne, ces promesses sont-elles suffisantes pour répondre adéquatement à leurs besoins ? Pas encore », affirme le président du Réseau pour un Québec Famille, Raymond Villeneuve.

Selon M. Villeneuve, l’écart important entre le pourcentage d’appui recueilli par chaque mesure prise individuellement, qui varie entre 61 % et 88 %, et le taux de satisfaction à l’égard des partis pour leurs engagements envers les familles, qui oscille entre 38 % et 52 %, démontre que les Québécois attendent mieux des partis pour améliorer les conditions de vie de leur famille.

« « Faciliter la vie des familles québécoises », avec des mesures « populaires », « maintenant » et « sérieusement », voilà ce que nous proposent les principaux partis politiques du Québec durant cette campagne électorale », lance Raymond Villeneuve. « Mais les engagements pour les familles pris par les partis, quoique jugés intéressants par un nombre important de personnes, ne constituent pas encore un vrai projet de société, pas un véritable Québec Famille », ajoute-t-il.

Pour une *Stratégie québécoise de soutien aux responsabilités familiales*

Marie Rhéaume, directrice générale du Réseau pour un Québec Famille, rappelle qu'en mai dernier, l'organisme qui regroupe plus de 4 000 organisations œuvrant auprès des familles a tenu le premier Sommet des familles qui avait comme objectif de proposer des actions concrètes en vue d'améliorer le soutien aux familles. Ce sommet a étudié plus de 400 recommandations et 78 ont été jugées prioritaires. Les participants au Sommet ont surtout constaté que les mesures pour soutenir les familles ne sont pas conçues globalement. « Il y a une multitude de programmes, de stratégies et maintenant de promesses électorales, la plupart organisés en silos par des ministères et des organisations qui ne coordonnent pas leurs efforts, ce qui ne permet pas de soutenir efficacement les parents, de favoriser l'égalité des chances pour tous, de s'assurer que chaque enfant du Québec puisse réaliser son propre potentiel et de mieux accompagner les aînés », indique Mme Rhéaume.

Afin d'aller plus loin et de répondre de façon plus complète et plus globale aux besoins des familles québécoises, le Réseau pour un Québec Famille demande à tous les partis politiques de s'engager formellement à lancer une démarche, sous la direction du prochain ministre de la Famille, s'appuyant sur les travaux du Sommet, afin d'intégrer toutes ces politiques dans une véritable *Stratégie québécoise de soutien aux responsabilités familiales*. « Ça, ce serait un projet de société intéressant ! », affirme Mme Rhéaume.

« Les mesures à la pièce, comme celles qui sont proposées dans cette campagne, peuvent être séduisantes, mais elles ne produiront pas de changement durable si nous ne mettons pas en place de nouvelles stratégies pour briser les silos et amener tous les ministères à travailler ensemble pour offrir un vrai continuum de services », ajoute-t-elle.

Pour consulter le bilan du Sommet de la famille :

<http://sommet-famille.com/wp-content/uploads/2018/06/Sommet-famille-bilan-web-2018.pdf>

Améliorer l'accès aux services, une priorité pour les familles

Les problèmes d'accès aux services, notamment pour les familles qui ont des besoins particuliers, sont criants. Il n'est donc pas étonnant, pour Raymond Villeneuve, que les engagements électoraux qui concernent l'amélioration de l'accès aux services arrivent en tête des propositions sondées, devant celles qui leur promettent plus d'argent dans leurs poches. « La question financière préoccupe un nombre important de familles, mais le sondage montre clairement que ce qui peut le plus améliorer leur vie familiale, c'est d'avoir un meilleur accès aux services. C'est pour ça que cette Stratégie de soutien aux responsabilités familiales est si importante », précise-t-il.

Quelques faits saillants du sondage

- Pour les Québécois, l'accès aux services de santé (50%), la qualité de vie des aînés (43%), ainsi que la capacité à joindre les deux bouts (36%), sont les trois enjeux qui affectent le plus leur vie familiale.
- Les engagements électoraux concernant les familles qui récoltent le taux d'appui le plus élevé :
 - l'augmentation du nombre d'orthopédagogues, d'orthophonistes, de psychoéducateurs et autres professionnels pour le dépistage et l'accompagnement d'enfants ayant des difficultés d'apprentissage, des handicaps ou des retards de développement (88%);
 - l'élargissement de la couverture des soins dentaires pour les enfants de 10 à 16 ans et les aînés considérés à faible revenu (88%);
 - l'établissement d'une assurance dentaire pour tous (84%);
 - la remise à niveau du parc immobilier scolaire (83%).
- Les engagements qui obtiennent un taux d'appui moindre, mais néanmoins élevé :
 - l'offre d'un service de repas sains et abordables dans toutes les écoles (79%);
 - le remplacement des CHSLD par de nouvelles « maisons des aînés » comptant entre 70 et 130 résidents maximum (79%);
 - la possibilité pour les parents d'obtenir directement de leur école les fournitures scolaires (74%);
 - la possibilité de différer 20 jours ouvrables de congé parental et de les utiliser au cours des 5 premières années de vie d'un enfant (72%);
 - l'ajout d'une deuxième personne dans les classes préscolaires et en première année du primaire pour accompagner les enfants (72%);
 - une allocation supplémentaire entre 150 \$ et 300 \$ par enfant, chaque année, dépendamment du revenu familial (71%);
 - la création de 2 000 nouvelles places en services de garde subventionnés dans le milieu de travail et dans les cégeps et les universités (71%);
 - l'augmentation de l'allocation familiale de 1 200 \$ par enfant pour le deuxième enfant et les suivants (70%).
- Les engagements qui obtiennent les taux d'appui les moins élevés :
 - la gratuité des services de garde éducatifs pour tous les enfants de 4 ans (66%);
 - l'ajout de 2 semaines aux 5 semaines de congé de paternité (65%);
 - la prématernelle 4 ans universelle et gratuite (62%);
 - la gratuité scolaire du CPE au doctorat (61%);
 - l'accessibilité à une deuxième carte d'assurance maladie pour les enfants de moins de 14 ans (42%).
- Si les différents engagements des partis, lorsque sondés séparément, obtiennent des taux d'approbation plutôt élevés (oscillant entre 61% et 88%), la satisfaction

exprimée envers la position générale des principaux partis sur les enjeux qui concernent les familles est beaucoup moindre, allant de 38% à 52%.

Pour consulter le rapport complet des résultats du sondage :

<http://quebecfamille.org/media/210535/Sondage-Famille- exec.pdf>

Méthodologie du sondage

Le sondage Web a été réalisé entre le 31 août et le 4 septembre 2018, auprès de 1 002 Québécois, âgés de 18 ans et plus, et pouvant s'exprimer en français ou en anglais. Afin d'assurer un échantillon représentatif de la population à l'étude, les résultats du sondage ont été pondérés selon les plus récentes données de Statistique Canada, en fonction de la région de résidence, du sexe, de l'âge, de la langue maternelle, et du niveau de scolarité. À titre de comparaison, un échantillon probabiliste de 1 002 répondants aurait une marge d'erreur de +/- 3,1 %, et ce, 19 fois sur 20.

À propos du Réseau pour un Québec Famille

Le Réseau pour un Québec Famille est un regroupement national du secteur famille qui regroupe les principales organisations nationales soucieuses de la situation des familles québécoises et provenant des secteurs communautaire, municipal, éducation, santé et services sociaux, syndicaux, économie sociale. Il s'agit d'un « réseau de réseaux ». Nos membres représentent plus de 4 000 organisations présentes dans toutes les régions du Québec.

Les membres du RPQF : Association des camps du Québec, Association des haltes garderies communautaires du Québec, Association québécoise de la garde scolaire, Association québécoise des Centres de la petite enfance, Carrefour action municipale et famille, Centrale des syndicats du Québec, Community Health and Social Services Network, Confédération des organismes familiaux du Québec, Conférence des Tables régionales de concertation des aînés du Québec, Conseil québécois des services éducatifs à la petite enfance, Fédération des Comités de parents du Québec, Fédération des Commissions scolaires du Québec, Fédération des familles et amis de la personne atteinte de maladie mentale, Fédération québécoise des centres communautaires de loisirs, Fédération québécoise des organismes communautaires Famille, Regroupement pour la valorisation de la paternité: 99 organismes, Réseau des Centres de ressources périnatales

-30-

Pour information et entrevues :

Mathieu Gagné

514-216- 9571

mgagne@boitedecomm.com